

Pas de réduction des salaires des fonctionnaires

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 09-04-2013 20:57:22

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget, Driss El Azami El Idrissi

Le gouvernement dément formellement toute réduction des salaires. Elles ont pourtant suscité les craintes syndicales et la mobilisation de fonctionnaires.

Driss El Azami, ministre délégué du Budget est catégorique. Dans une déclaration que nous avons recueillie, mardi 9 avril 2013, en fin de matinée, il ne laisse point de doute à ce sujet : « C'est complètement faux. Il n'y aura aucune baisse des salaires dans la fonction publique. ».

Le ministre a ajouté qu' « aucune décision n'a été prise pour la simple raison qu'à aucun moment le débat n'a été ouvert sur ce point. Aucun parti de la majorité ne peut faire une telle proposition, l'objectif du gouvernement étant au moins de préserver les acquis et donc le pouvoir d'achat des Marocains »

La polémique autour de l'éventuelle baisse des salaires des fonctionnaires a engendré de nombreuses réactions. Des manifestants ont brandi le slogan touche pas à mon salaire, le 31 mars 2013 à Rabat alors que les syndicats se préparaient au pire.

S'agissant des coupes dans le budget, M. El Azami a affirmé que la décision a été effectivement prise de diminuer de 15 milliards de dirhams le budget d'investissement, ajoutant que le gouvernement explore d'autres pistes d'ordre fiscal à même d'alléger le poids de la crise. Ces précisions du ministre du budget viennent corroborer les déclarations faites à la presse par Abdeladim El Guerrouj, ministre de la fonction publique selon lesquelles la réduction des salaires des fonctionnaires est "impossible" dans la conjoncture actuelle, affirmant que Abdelilah Benkirane "n'a jamais évoqué cette question".

Par ailleurs, Le gouvernement s'apprête à réduire à 3000 le nombre des postes d'emplois à créer dans le secteur public au titre de la loi de finances 2014 en raison des contraintes de la conjoncture économique difficile au Maroc. Des sources bien informées au sein de la majorité ont indiqué que le gouvernement sera contraint de contrôler le nombre de postes d'emplois en raison du creusement du déficit budgétaire (7,1 pc), de la hausse du volume de la masse salariale et des contraintes de la Caisse de compensation.

Menara